

PATRIMOINE

en Seine-Saint-Denis

2,000 Logements

N° 20

HLM pour le relogement

hôpital

BIDONVILLES

HISTOIRE ET REPRÉSENTATIONS

avenue N.A. Portugais

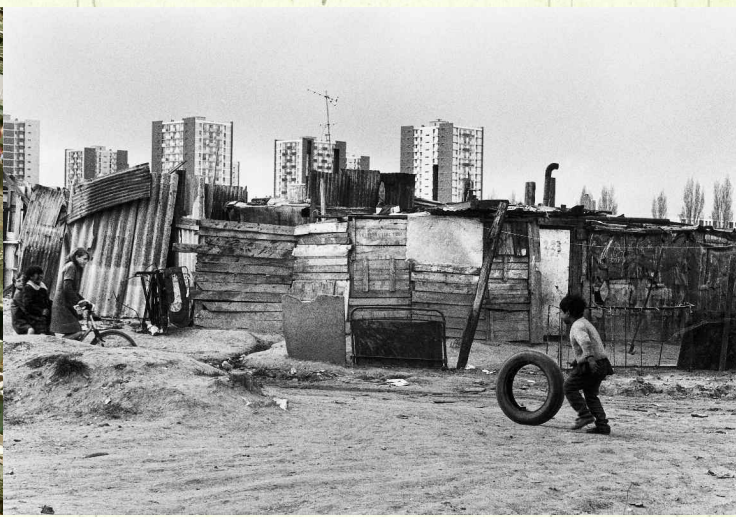
quartier portugais et portugais
quartier prot. portugais
quartier espagnol

décharge

neulottes

puéricultrice

terrain vague



école

ass. sociale

avenue D. Casanova

Seine-Saint-Denis (1954-1974)

↓ ↓

canal

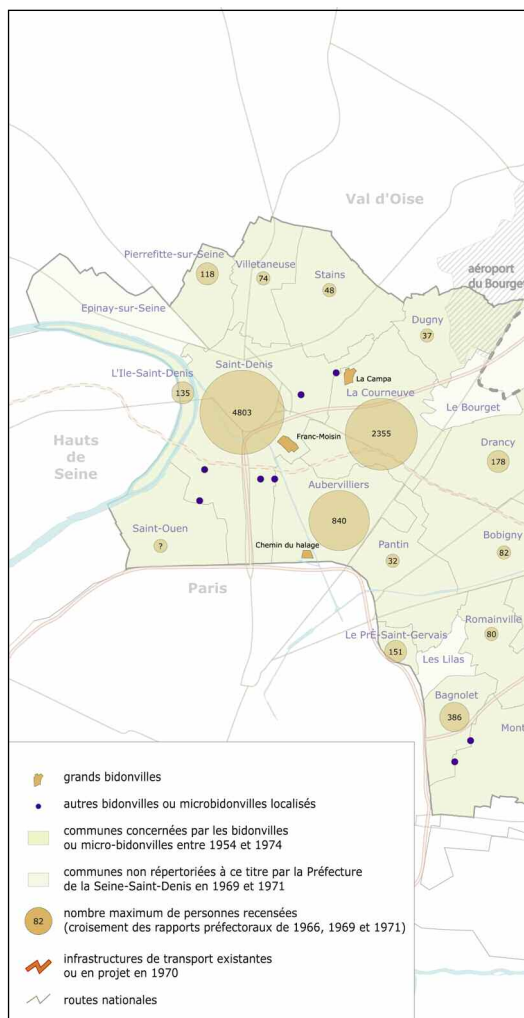
autres bidonvilles

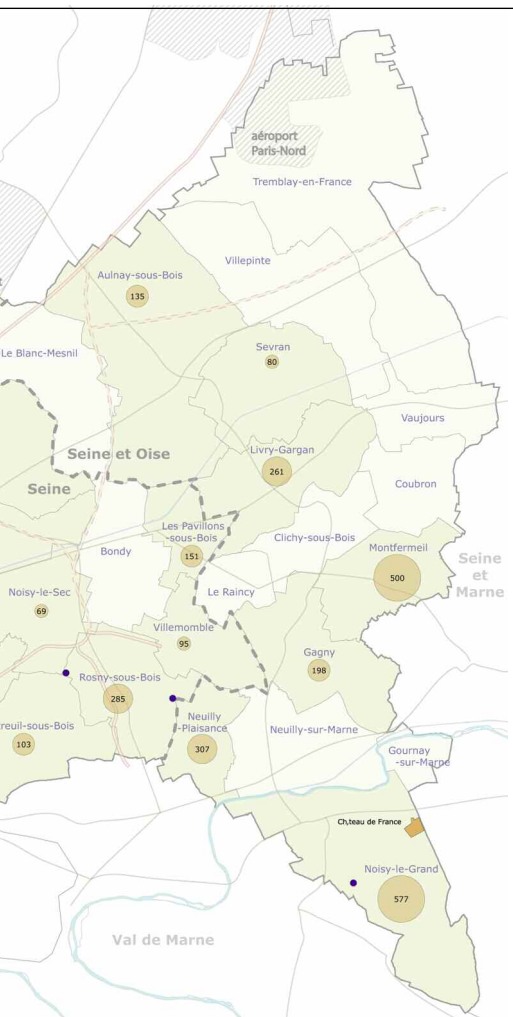
ZONE, TAUDIS ET [BIDONVILLES]

Le terme de bidonville est né dans l'entre-deux-guerres en Afrique du Nord où se mêlaient explosion démographique, exode rural, croissance urbaine anarchique et injustices sociales. Il est exporté vers la métropole pendant la guerre d'Algérie.

L'histoire des bidonvilles s'intègre dans la longue histoire du mal-logement ouvrier, une constante depuis le XIX^e siècle, notamment dans le nord-est parisien. Nombre de baraques et logements précaires se situent encore au sein de la Zone, *zone non ædificandi* au-delà des « fortifs » entre Paris et banlieue. Elle est fréquentée par un sous-prolétariat majoritairement parisien. La Zone constitue également un abri plus ou moins durable pour les travailleurs immigrés et les Tsiganes venus du sud-est de l'Europe qui sont arrivés en France par plusieurs vagues depuis le début de la III^e République.

Dès le début du XX^e siècle, des Espagnols s'installent au Cornillon à Saint-Denis, près d'Aubervilliers. Couramment appelé « la Petite Espagne » de la Plaine, ce quartier dégradé mêle habitat collectif et individuel et, dès l'entre-deux-guerres, on y assiste à une densification progressive des parcelles. Depuis la Petite Espagne, des « colonies » espagnoles se constituent dans la zone mais aussi à Saint-Ouen, Pantin, La Courneuve, Drancy, Le Blanc-Mesnil. Ces quartiers sont alors couramment dénommés quartier ou village « nègre ». Au Franc-Moisin, à Saint-Denis, l'expression utilisée par les habitants eux-mêmes est celle de « quartier chinois ». Italiens, Polonais, Portugais sont également présents dans la banlieue du Nord-Est parisien mais ne créent pas de quartiers à l'identité aussi marquée. Les Nord-Africains,





le plus souvent des Kabyles, « Français musulmans d'Algérie », vivant et travaillant à Saint-Ouen, Saint-Denis et Aubervilliers, la plupart célibataires, se logent dans les hôtels meublés. Peu nombreux, ils ne constituent pas de « quartier kabyle » dans le Nord-Est parisien.

Au sortir de la guerre, la Zone éradiquée, le mal-logement n'est perçu que comme une conséquence transitoire d'une crise du logement dont l'ampleur est, par ailleurs, largement sous-estimée.

Le 1^{er} février 1954, l'abbé Pierre lance un appel de détresse sur Radio-Luxembourg et déclenche un élan de solidarité mais aussi un afflux de population en difficulté sur Paris. La classe politique ne peut plus nier l'évidence : la crise du logement a atteint un niveau sans précédent et le phénomène s'accélère, de manière apparemment paradoxale, avec la reprise économique. En effet, cette croissance se nourrit en partie de la main d'œuvre nouvelle que constituent les travailleurs algériens. En 1953, le ministère de l'Intérieur constate que la population algérienne a doublé depuis 1949 : les Algériens sont alors 240 000, dont 5 000 femmes

1. Carte des bidonvilles en Seine-Saint-Denis

D. Simsen, Service du patrimoine culturel, Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Carte réalisée à partir des données et chiffres recueillis par la Préfecture de la Seine-Saint-Denis à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

et 15 000 enfants. Dans le département de la Seine, ils constituent la première population immigrée, devant les Italiens et les Espagnols. A leur arrivée en métropole, subissant de plein fouet la crise du logement, les Algériens se dirigent majoritairement vers les hôtels meublés et les quartiers pauvres, là où les étrangers se sont installés avant-guerre. De ces hôtels et taudis suroccupés naîtront, par extensions et débordements, de nombreux bidonvilles et micro-bidonvilles.

Le début de la guerre d'Algérie à l'automne 1954, renforce l'intérêt du ministère de l'Intérieur pour les Algériens vivant en France. Pour assurer la « sécurité intérieure », le ministère se tourne vers ses fonctionnaires ayant exercé en Algérie. Ils vont contribuer à la diffusion du mot « bidonville ».



2. La Zone entre Paris et Montreuil, 1942

Service technique du Plan de Paris, BHVP

La loi d'octobre 1940 permet au gouvernement de Vichy de supprimer la Zone. Celle-ci, comme le film documentaire *Aubervilliers* de Prévost et Lotar tourné en 1945, témoigne de la permanence du mal-logement en banlieue avant l'apparition des « bidonvilles ».



3. Pantin, 1953

Anonyme, Ministère de la Reconstruction et du Logement/METL

A Pantin, le quartier de l'église, très dégradé et dépourvu du confort minimum, est reconnu comme insalubre dès 1928. Il fait l'objet en 1950 d'une des premières opérations de rénovation urbaine.

[CROISSANCE DES BIDONVILLES]

ET DÉCOLONISATION (1954-1964)

L'appel de l'abbé Pierre et la guerre d'Algérie apportent une visibilité nouvelle aux problèmes du mal-logement et des bidonvilles.

Le ministre de la Reconstruction et du Logement intensifie alors sa politique de construction de logements et crée les cités d'urgence réclamées par l'abbé : baraquements sans confort pour les mal-logés. De son côté, l'abbé Pierre achète, grâce aux fonds recueillis, un vaste terrain à Noisy-le-Grand, où il accueille sous tentes les mal-logés, majoritairement français, qui ont convergé vers Paris. Ce terrain, dénommé « Château de France », compte en quelques mois près de 2 000 habitants.



4. Château de France, Noisy-le-Grand, 1954

Anonyme / Emmaüs

En novembre 1954, avec l'aide financière de l'acteur Charlie Chaplin, des abris en dur sont construits, des « igloos » en fibrociment. Le camp fait l'objet de visites qui entraînent la réalisation de films amateurs et l'édition de cartes postales par l'abbé Pierre.

En juillet 1956, le père Joseph Wresinski s'installe au camp pour en devenir l'aumônier. Il s'investit progressivement auprès des familles et crée un jardin d'enfants puis une bibliothèque. Il défend les intérêts des habitants vis-à-vis de la municipalité

et des services sociaux, fait bâtir une chapelle, des ateliers pour les jeunes et les adultes, une laverie et un salon d'esthétique pour les femmes. Avec les familles du camp et quelques amis, il crée une association qui prend le nom de « Aide à Toute Détresse » (ATD, qui devient en 1968 ATD Quart Monde) et reçoit bientôt le soutien de Geneviève Anthonioz de Gaulle, figure de la Résistance. A Saint-Denis, La Courneuve, Aubervilliers ou encore Montreuil, Espagnols, Portugais ou Nord-Africains se détournent des hôtels surpeuplés pour s'installer dans les « quartiers nègres ou chinois » qui deviennent bientôt de véritables bidonvilles. A Saint-Denis, ce sont les sites du chemin du Cornillon, de la rue du Landy, du Franc-Moisin et du Chemin de Marville qui accueillent ces



5. Le Franc-Moisin, Saint-Denis, vers 1964

Gérald Bloncourt / IHS-CGT

Photographe à *La Vie Ouvrière*, Gérald Bloncourt tient avant tout à montrer les habitants du bidonville comme une main d'œuvre immigrée exploitée subissant les pires conditions de logement.



6. « La communauté portugaise du bidonville du Franc-Moisin », Saint-Denis, 1969

Georges Azenstarck / IHS-CGT

Après avoir réalisé des clichés pour *L'Humanité*, Georges Azenstarck retourne à titre personnel au Franc-Moisin à cinq ou six reprises et constitue ainsi un fonds documentaire d'une grande richesse sur le quotidien du bidonville.



7. « Bidonville R. Rolland », Saint-Denis, sans date

Pierre Douzenel / F. Douzenel

Si les bidonvilles les plus importants s'étendent sur de grandes parcelles, d'autres s'intègrent dans de petites friches, indécélables depuis la rue. Dès les années 1950, Pierre Douzenel photographie la progression de bidonvilles pour la Ville de Saint-Denis.

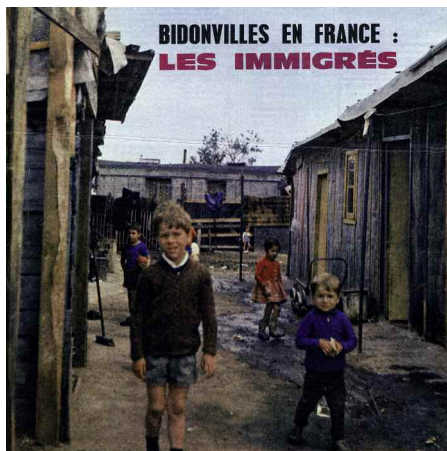
nouveaux arrivants toujours plus nombreux. A Aubervilliers, c'est le chemin du halage du canal de Saint-Denis, adossé à la zone industrielle de La Plaine-Saint-Denis, qui devient le bidonville majeur.

A La Courneuve, le camp des Gitans andalous et des Tsiganes installé près du Vieux chemin de Stains intègre bientôt des travailleurs espagnols puis nord-africains. C'est là, à la « Campa », qu'en septembre 1961, le père Wresinski installe une équipe de « volontaires » pour appliquer les enseignements des actions menées par ATD à Noisy-le-Grand, mais cette fois auprès d'une population majoritairement étrangère.

La gravité des « événements » en Algérie amène le gouvernement à intensifier sa lutte contre le nationalisme algérien. Il crée durant l'été 1956, la Société nationale de construction pour les travailleurs algériens (Sonacotral) qui, si elle tente d'allier politique intérieure et politique sociale, est surtout l'outil du ministère de l'Intérieur pour encadrer les Français musulmans d'Algérie. Désormais, ce sont les impératifs de la politique algérienne qui accélèrent la prise en compte du phénomène des bidonvilles. Il devient insupportable pour l'opinion et inadmissible pour le gouvernement alors que s'amorce la fin de la guerre d'Algérie, dans un accroissement de violence. Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs musulmans d'Algérie en métropole (FAS), créé fin décembre 1958, a pour priorité « d'arracher la main d'œuvre d'origine algérienne à la misère des bidonvilles ». Pour le gouvernement,

il s'agit de « liquider » le problème des bidonvilles avant la fin de l'année 1961. Malgré le nombre non négligeable de foyers pour célibataires mis en chantier et le soutien gouvernemental, les difficultés de la Sonacotral sont nombreuses et les moyens toujours insuffisants. Malgré leurs tarifs prohibitifs et leur insalubrité, hôtels meublés et bidonvilles restent le mode de logement dominant. Communautaire, cet habitat de fortune maintient les liens avec le « Pays » ; célibataires et familles s'y mêlent. Malgré les actions de résorption violemment menées par la Préfecture de police et sa « brigade Z » et les tensions entre le Front de Libération Nationale et le Mouvement Nationaliste Algérien, la solidarité y règne.

Si le gouvernement affiche sa volonté d'éradiquer les bidonvilles, l'immigration s'amplifie, rendant impossible la résorption effective des bidonvilles. Enfin, pour le logement des familles algériennes,



8. Le Franc-Moisin, Saint-Denis, 1964

Serge Gautier / IHS-CGT

Photographe à *La Vie Ouvrière*, Serge Gautier fait le choix de la dramatisation en mettant au premier plan un tractopelle menaçant une famille regroupée. Il se fait ainsi l'interprète de la brutalité de l'éradication des bidonvilles.

la Sonacotral constate le manque de solidarité du mouvement HLM, dû à la crise du logement qui sévit.

Le 2 juillet 1962, l'indépendance algérienne est proclamée. Elle a des conséquences sur la politique de lutte contre les bidonvilles puisqu'elle met en cause la fonction première du FAS et de la Sonacotral qui cessent d'être destinés exclusivement aux travailleurs algériens. Les difficultés perdurent cependant et les réalisations de la Sonacotra subissent un net infléchissement, tandis qu'à une immigration algérienne maintenue s'ajoute celle des ex-colonies d'Afrique noire. L'immigration européenne croît également : les Portugais fuient la dictature et ses guerres coloniales, et l'émigration espagnole se développe à nouveau.

9. Couverture de *La Vie Ouvrière*

journal de la CGT, n°1031, juin 1964/IHS-CGT

Après la fin de la Guerre d'Algérie, le scandale des bidonvilles connaît une médiatisation plus uniquement centrée sur les Algériens. Le journal d'information de la CGT, *La Vie Ouvrière*, associe bidonvilles et immigrés. La Une privilégie des enfants sans doute Espagnols ou Portugais.

MÉDIATISATION ET RÉSORPTION (1964-1974) : [LA FIN DES BIDONVILLES ?]

La croissance des bidonvilles et l'inefficacité des mesures gouvernementales provoquent un intérêt grandissant de la presse à partir de 1963 et surtout en 1964. Ainsi, *Le Monde*, *L'Express*, *La Croix*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *La Vie Ouvrière* mais aussi la presse locale publient des articles alertant l'opinion et poussant la classe politique à réagir.

Dans ce contexte, la proposition de loi de Michel Debré, alors député de la Réunion, pour la résorption des bidonvilles est adoptée en décembre 1964. Elle facilite notamment l'expropriation pour permettre l'aménagement des terrains sur lesquels sont situés les bidonvilles. Cependant, le développement économique de la région parisienne appelle une forte main d'œuvre immigrée, contribuant ainsi au développement des bidonvilles. L'antenne ATD de la « Campa » enregistre l'arrivée de plus de 200 Algériens entre avril 1963 et avril 1964 tandis que des Yougoslaves s'installent à Rosny-sous-Bois.

Ne répondant que partiellement au problème, la loi Debré se révèle peu efficace, alors que l'intérêt médiatique pour le phénomène s'accroît. *France-Soir* publie « un grand reportage de Maurice Josco dans les îlots d'enfer de la ville lumière » à l'automne 1965. Il insiste notamment sur l'inondation récente de la « Campa » et le dévouement des militants d'ATD.

Le 31 décembre 1965, le ministère de l'Intérieur publie son premier recensement des bidonvilles en France : 136 sont recensés en province et 119 en région parisienne, soit environ 75 000 personnes vivant en bidonvilles. Effectué au cours de l'été (période de vacances au « Pays »), ce recensement est largement

sous-évalué. En 1967, un recensement permet de déterminer qu'en Seine-Saint-Denis 8 868 personnes vivent en bidonvilles et, pour les 9/10^{èmes}, dans les quatre grands bidonvilles de Saint-Denis, Aubervilliers, La Courneuve et Noisy-le-Grand.

Au cours de l'année 1967, la croissance des bidonvilles s'amplifie dans toute la région alors même que les résorptions se multiplient.



10. La Campa, La Courneuve, 1966

Loïk Prat / IHS-CGT

Regroupant des centaines ou des milliers d'habitants, les bidonvilles ne comptent parfois qu'un ou deux points d'eau, souvent éloignés des baraques.

A Drancy, la résorption du « quartier Chave » et de la cité d'urgence « bidonvillisée » s'achève courant 1967. A Pantin ou à Pavillons-sous-Bois, la démolition des cités d'urgence s'impose étant donnée leur transformation en autant de micro-bidonvilles. Cependant l'insuffisance des relogements génère des transferts de population vers d'autres bidonvilles.

Le Franc-Moisin s'impose ainsi comme le site de l'immigration portugaise, après la suppression du bidonville de Champigny-sur-Marne, tandis que les Algériens de Nanterre se tournent vers la « Campa » ou les micro-bidonvilles de Saint-Ouen. Par ailleurs, ces résorptions relancent le logement en habitat insalubre car l'afflux de travailleurs immigrés ne faiblit pas. Aux Yougoslaves s'ajoute nombre de Sénégalais, de Mauritanien, de Maliens. De plus en plus organisés, soutenus par les militants d'ATD et de l'ASTI (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés) les habitants des bidonvilles sont mieux perçus par les municipalités. Scolarisation et transport gratuit, restauration et colonies de vacances, alphabétisation, installation de boîtes aux lettres et ramassage des ordures sont pris en charge par les communes, souvent tiraillées entre solidarité et rejet par certains riverains.

En Mai 1968, le mouvement étudiant né sur le campus de Nanterre découvre le monde des bidonvilles voisins. Il fait émerger l'image du travailleur immigré représentant d'un « Tiers-monde exploité par la bourgeoisie



11. Le Franc-Moisin, sans date

Pierre Douzenel / F. Douzenel

La vie des bidonvilles est aussi rythmée par les incendies et les inondations. Il faut attendre la fin des années 1960 pour que cette situation fasse réellement scandale.

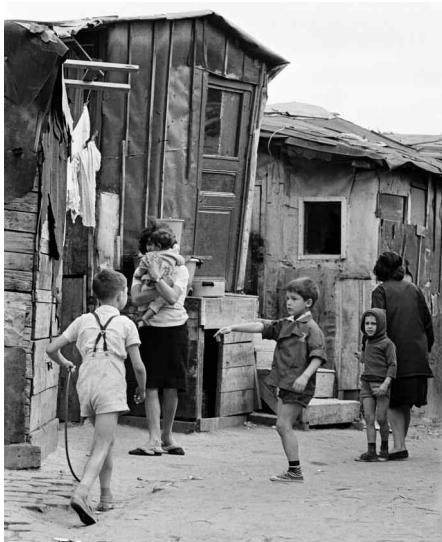
et le patronat capitaliste ». Cette image se propage notamment dans les groupes d'extrême gauche qui sensibilisent les travailleurs immigrés vivant aussi bien en bidonvilles que dans les foyers. En octobre 1968, le ministre de l'Équipement Albin Chalandon oblige tous les organismes d'HLM de la région parisienne à réserver 6,75 % des logements nouveaux aux familles issues de bidonvilles. Rapidement, de nombreux maires et présidents d'offices



12. Le Franc-Moisin, Saint-Denis, 1970

Carlos Santos / Rapho.

Les boîtes aux lettres sont pour les habitants—qui ne disposent pas d'adresse légale—un lien administratif indispensable avec l'extérieur.



13. Le Cornillon, Saint-Denis, 1966

Bruno Barbey / Magnum Photos

Comme le photographe Bruno Barbey sept ans plus tard, Edouard Luntz, dans son film documentaire *... Enfants des courants d'air* de 1959, rend compte de la survivance du mal-logement dans le quartier du Cornillon.

d'HLM refusent d'appliquer une directive aussi « impopulaire ». En conséquence, les familles restent des années en cités de transit, prévues pour reloger temporairement les habitants des bidonvilles. Au cours de l'automne 1968, un premier ensemble de baraques du Franc-Moisin est détruit, afin de lancer le chantier de la cité. Ce bidonville est devenu en quelques mois l'un des plus importants de France, avec plus de 4 000 habitants, surtout portugais. Agissant jusqu'alors de façon isolée, les élus communistes de banlieue se fédèrent avec ceux de Paris et signent en octobre 1969 une lettre ouverte dénonçant la politique d'immigration du gouvernement et du patronat et l'inefficacité de la loi Debré.



14. La Courneuve, 1966

Loïk Prat/ATD

Photographe indépendant, Loïk Prat travaille à la fois pour la presse militante *La Vie Ouvrière*, de grands titres comme *L'Express* et *Igloos*, la revue d'ATD Quart monde.

Le 31 décembre 1969, un incendie se produit dans un foyer-taudis tenu par un « marchand de sommeil » à Aubervilliers. Quatre Sénégalais et un Mauritanien meurent asphyxiés. Ce fait divers fait la une de la presse. Tandis que Jean-Paul Sartre dénonce le sort réservé aux travailleurs étrangers, Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre, déclare le 12 février 1970 à Aubervilliers : « Dès maintenant, je fais prendre toutes les mesures nécessaires de tous ordres, pour qu'on augmente la cadence cette année afin d'en finir dans le courant de 1972 avec les bidonvilles ». En juillet 1970, la loi Vivien, prenant en compte la multiplication des taudis suite à la résorption de bidonvilles, vise la suppression de l'habitat insalubre. L'action menée par la Préfecture de la Seine-Saint-Denis est de plus en plus efficace. Elle suit désormais commune par commune



15. La Courneuve, vers 1968

Miroslav Marik / ATD

Après l'indépendance de l'Algérie, la « brigade Z » conserve ses missions : éviter l'extension des bidonvilles avec du grillage, détruire des baraques ou accompagner les visites administratives.

la résorption mais aussi l'apparition de bidonvilles. Le département a alors le « triste privilège » d'être le plus « bidonvillisé » de la région selon la Préfecture. En 1970, « 31 opérations de résorption de bidonvilles [sont effectuées], 14 îlots insalubres [sont] résorbés à La Courneuve, Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Aubervilliers, Saint-Ouen, Gagny, Romainville, Livry-Gargan, Villetaneuse, 974 isolés [sont] évacués dont 672 relogés, 250 familles [sont] relogées (dont 101 des sinistrés de Saint-Denis et Montreuil) et 29 autres ponctuellement soit 279 familles relogées ». En septembre 1971, le Préfet compte encore 86 bidonvilles dans le département dont la « Campa », Château de France et le Franc-Moisin. Le bidonville du Chemin du halage à Aubervilliers, celui de la rue du Landy et du Chemin du Cornillon à Saint-Denis disparaissent courant 1972. En janvier 1974, la cité du Franc-Moisin est officiellement inaugurée et les derniers bidonvilles de la Seine-Saint-Denis sont



16. Levée des corps des africains morts dans le foyer-taudis d'Aubervilliers, Paris, janvier 1971

Anonyme / IHS-CGT

Le drame d'Aubervilliers est fortement médiatisé. Robert Bozzi filme ce qui devient une manifestation dans *Immigrés en France, le logement*, tandis que pour *Etranges étrangers*, Frédéric Variot et Marcel Trillat reviennent sur les lieux et interrogent le voisinage.

considérés comme résorbés. Pour autant, le problème du logement ne disparaît pas. Très dégradées, les cités de transit ne sont résorbées qu'au début des années 1980. Moins visibles, plus banals, l'hôtel meublé et le taudis, redeviennent l'habitat principal des étrangers pauvres et de leurs familles.



17. Paris, Porte d'Aubervilliers, 2006

Eric Garault

Témoins de la crise du logement, les bidonvilles réapparaissent aujourd'hui en France.

« Nous nous félicitons, Emmanuel Constant, Vice-président chargé de la Culture et moi-même de la réédition de cette brochure consacrée à l'histoire et aux représentations des bidonvilles en Seine-Saint-Denis. Elle témoigne de l'intérêt porté par le public à la mise en valeur du patrimoine départemental. Ce phénomène, très prégnant de l'histoire urbaine, sociale et politique de la Seine-Saint-Denis, a concerné des dizaines de milliers de personnes entre 1954 et 1974. Découvrir et analyser l'histoire des bidonvilles au travers notamment des images et représentations permet de mieux en comprendre les réalités, les acteurs et les enjeux. Dans une période de profonds changements, cette collection et, en particulier, ce numéro contribue à la connaissance de notre héritage culturel et vise à favoriser la réflexion de chacun et l'appropriation de l'histoire de notre département. »

Claude Bartolone

*Président du Conseil général
Député de la Seine-Saint-Denis*

CRÉDITS

En couverture

Plan du Franc-Moisin, Saint-Denis, vers 1965 / ATD Quart Monde

Saint-Denis, 1971. Robert Doisneau / Rapho

La Courneuve, 1967. Claude Dityvon

Textes, recherches historiques et iconographiques

Benoît Pouvreau, Evelyne Lohr, Anne Gondolo (DCPSL, Conseil général de la Seine-Saint-Denis); Sylvie Zaidman,

Joël Clesse (Direction des Services d'Archives, Conseil général de la Seine-Saint-Denis); Tanguy Perron

(Périphérie, centre de création documentaire); Myriam Goncalvès (Institut CGT d'histoire sociale)

Direction éditoriale

Jean-Barthélemy Debost, Service du patrimoine culturel, Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Mise en page

Krzysztof Sukiennik

Remerciements

ATD Quart Monde, Institut CGT d'histoire sociale,

Périphérie, Emmaüs

BIBLIOGRAPHIE

Blanc-Chaléard (Marie-Claude), *Histoire de l'immigration en France*, Paris, La Découverte, 2001.

La Gorce (Francine de), *L'espoir gronde* et *Un peuple se lève*, Paris, éditions Quart Monde, 1992 et 1995.

Lillo (Natacha), *La Petite Espagne de la Plaine Saint-Denis (1900-1980)*, Paris, éditions Autrement, 2004.

Viet (Vincent), *La France immigrée - Construction d'une politique 1914-1997*, Paris, Fayard, 1998.

FILMOGRAPHIE

Lotar (Eli), Prévert (Jacques), *Aubervilliers*, 1946.

Luntz (Edouard), *...Enfants des courants d'air*, 1959.

Bozzi (Robert), Dynadia, film soutenu par le secteur Immigration du PCF, *Immigrés en France, le logement*, 1970.

Variot (Frédéric), Trillat (Marcel), Scopcolor, *Étranges étrangers*, 1970.

Lallaoui (Mehdi), Denis (Agnès), *Des bidonvilles aux HLM*, 1993.

Jeanteur (Claire), *Le camp de Noisy ou l'inversion du regard*, 2001.

Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Direction de la Culture, du Patrimoine, du Sport et des Loisirs, Service du patrimoine culturel

93006 Bobigny Cedex • tél. 01 43 93 82 61 • patrimoineculturel@cg93.fr • www.atlas-patrimoine93.fr